



GERFLINT

ISSN 1841-8333

ISSN en ligne 2261-3463

Introduction

Anca Stângaciu

Université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca, Roumanie

Alfredo Canavero

Université d'État de Milan, Italie

L'élargissement de l'Union européenne par l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie en 2007 a été perçu comme le début d'une nouvelle étape des relations internationales et a ouvert l'âme aux espoirs et aux attentes en Roumanie et en Europe de l'Est, tandis qu'en Occident il a été perçu avec une grande perplexité. Ce numéro vise à rechercher les motifs et les raisons derrière ces sentiments, en faisant appel à de nombreux spécialistes afin de vérifier leur valeur dans différents pays de l'Est et de l'Ouest.

La recherche et l'approche s'appuient en grande partie sur des sources publiées, compte tenu de la proximité des événements, et fournissent une image plus complète des problèmes posés par l'élargissement de l'Union Européenne.

Vu dans une perspective à court terme, ce numéro de la revue *Synergies Roumanie* s'inscrit dans le contexte du 15^e anniversaire de l'adhésion de la Roumanie à l'Union Européenne, c'est-à-dire l'ouverture de nouvelles perspectives européennes. Le 16^e numéro de la revue, qui rassemble des auteurs importants et prestigieux, a été assuré par la contribution du Centre d'Étude de la Politique Étrangère et de l'Opinion Publique de Milan, fondé par Brunello Vigezzi et désormais dirigé par le professeur Alfredo Canavero (2005-2018) et la professeure Giulia Lami (2018-).

D'un point de vue thématique et méthodologique, ce volume rassemble des contributions, des approches, des analyses, des interprétations et des réflexions sur le phénomène de pré-adhésion et d'adhésion de la Roumanie à l'Union Européenne, mais aussi des perspectives et des solutions possibles aux questions liées aux relations de la Roumanie avec l'Union Européenne, aux progrès de la Roumanie et à son européanisation.

Les analyses et interprétations formulées dans les présentes études mettent en évidence le fait que le processus d'adhésion de la Roumanie à l'Union Européenne a été long et difficile, mais aussi que pour la Roumanie, les principaux obstacles étaient la lutte contre la corruption et le traitement des minorités. Les rapports de la Commission ont sans aucun doute incité la Roumanie à accélérer les réformes

nécessaires. D'autre part, on peut dire que dans l'opinion publique roumaine et occidentale, il existe toujours une certaine variété d'avis sur les résultats positifs du choix effectué en 2007. Une sorte *d'odi et amo* se poursuit, qui heureusement ne se transforme que pour quelques-uns en aspiration à quitter l'Union Européenne ou, inversement, pour les autres à en expulser la Roumanie et d'autres anciens États communistes.

En Allemagne, le débat sur l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne a eu lieu dans le cadre de la discussion sur l'opportunité d'un élargissement général de l'UE. Les observateurs des médias étaient sceptiques quant à la condition roumaine et pessimistes quant à la capacité de Bucarest à se conformer aux conditions d'admission.

Les aspects concernant la migration sont également abordés dans les textes de ce volume, car la migration économique, mais aussi la migration hautement qualifiée des Roumains dans différents États européens était un phénomène visible, massif, mais aussi pertinent, non seulement en se déplaçant vers les pays de destination, mais aussi par leur contribution au développement de l'économie des pays respectifs. De ce point de vue il est clair que, pendant ces dernières années, la détérioration des conditions économiques et sociales des travailleurs au sein de l'Union européenne a convaincu de nombreux citoyens européens de migrer vers des pays plus riches comme la Norvège. En ce sens, l'histoire plus récente des communautés roumaines (mais aussi polonaises, lituaniennes etc.) serait l'une des nombreuses épreuves décisives qui confirmeront la nécessité d'une plus grande protection des politiques du travail, peut-être même avant celles migratoires. *Corriere della Sera* et *La Repubblica* rendent compte des alarmes généralisées face à la nouvelle vague d'immigration, contrebalançant, comme d'habitude, les nouvelles de cette nature par des références continues aux expériences d'intégration, plus ou moins favorisées par les associations bénévoles, dont les deux tiennent toujours le public informé, à travers des reportages locaux de différentes villes. Dans ce contexte, on peut aussi dire que la verticalisation de la migration roumaine en Italie (comme dans d'autres pays européens), réalisée dans les conditions du nouvel élargissement de l'Union Européenne, mais aussi des besoins des spécialistes dans différents domaines, a ajouté une nouvelle perspective de la migration : celle des professionnels, des spécialistes et même des élites.

Au cours des dernières années, les problèmes critiques identifiés par Bruxelles allaient de la perception d'un taux de corruption excessif, insuffisamment traité par les autorités politiques locales, à la réforme du système judiciaire jugée insuffisante pour l'adapter aux normes d'autres pays européens, à la protection des frontières et des minorités à l'intérieur du pays. Enfin, il ne faut pas négliger le rôle réaffirmé

du pays en tant que carrefour des principales routes de trafic illicite, de diverses natures, entre l'Asie Centrale et l'Europe. Face à ces difficultés, dont l'opinion publique roumaine ne semblait pas souffrir, selon les taux d'enthousiasme pour la prochaine entrée dans l'UE enregistrés par l'Eurobaromètre, les autorités ont en tout cas réagi, exposant une volonté concrète de coopérer et de montrer comment la question continue d'avoir une importance historique dans toute la Roumanie. En analysant la situation dans les Balkans à partir du cas roumain, l'incapacité de Rome à se rendre vraiment décisive dans l'équilibre de la région a été stigmatisée, malgré l'évidente avancée commerciale dans la zone pendant les années 90, qui a pourtant été clairement réitérée ; cela n'a pas suffi à créer une influence géopolitique tout court, dans un contexte qui verrait une concurrence de plus en plus ouverte entre tous les futurs membres de l'Union Européenne.

Dans le cadre international, il faut dire que les relations entre la Russie et la Roumanie à partir de la période des années 90 à nos jours ont connu des périodes de rapprochement et de divergence et actuellement sont à un faible niveau.

En tout cas, avec l'Italie la Roumanie poursuit sa collaboration, désormais dans le cadre d'une adhésion à l'Alliance atlantique et à l'Union qui n'est plus en discussion. Les difficultés que Rome continue de rencontrer consistent à déployer, non seulement dans les Balkans, une politique étrangère comparable à celle d'autres pays concurrents, pour reprendre un terme cher à des analystes, à commencer par l'Allemagne et la France, de plus en plus protagonistes d'une relation bilatérale privilégiée et de leadership de l'UE au lendemain de l'achèvement du Brexit. Tout cela dans un déclin italien qui, espérons-le, est destiné à s'arrêter avec la reconstruction annoncée de l'Europe politique suite à la crise pandémique.